ACTUALITÉS **POLITIQUE**

mégaprojet de réforme informatique

CTE-012
2023-05-02
M. LeBlanc



PIERRE-PAUL BIRON
Mardi, 10 avril 2018 00:00
MISE À JOUR Mardi, 10 avril 2018 00:00

Inquiet de la direction empruntée par la SAAQ dans sa réforme informatique d’un demi-milliard de dollars, le Parti québécois réclame que les dirigeants de l’organisme soient entendus devant la Commission des finances publiques.

Révélé par notre Bureau d’enquête lundi, le projet CASA de la Société d’assurances automobile du Québec (SAAQ) n’inquiète pas qu’à l’interne. La députée péquiste Mireille Jean s’est dite préoccupée de voir que la société emprunte une route qui a déjà mené le gouvernement dans un cul-de-sac par le passé.

«On s’aperçoit que des projets majeurs ont été des fiascos au niveau de la planification des coûts et aujourd’hui, on apprend que la SAAQ va faire un projet semblable avec la même technologie et le même dirigeant. On récompense l’échec et on se prépare à faire la même erreur encore», s’indigne la députée de Chicoutimi.

Commission des finances publiques

Le PQ a d’ailleurs envoyé une lettre hier à la Commission des finances publiques pour réclamer l’audition des responsables de la société.

« La manière que nous avons de contrôler, c’est que ce dossier soit entendu par la Commission pour savoir ce qui se passe là-dedans avant qu’il soit trop tard », précise Mme Jean, ajoutant que Québec ne peut échapper un aussi gros chantier.

«J’espère au nom des citoyens que l’appel sera entendu. Le gouvernement doit montrer qu’il fait tout en son pouvoir pour éviter les dépassements de coûts parce que nous n’avons pas les moyens et nous sommes capables de faire autrement.»

Questionné sur le projet, le ministre des Transports, responsable de la SAAQ, a réitéré son appui à CASA et à sa gestion.

«Le projet a été divisé en 49 lots différents, donc on peut publiquement, aujourd’hui, voir l’état de l’avancement des coûts et de l’échéancier et de voir les détails des lots qui sont, comme on dit, on time and on budget. Effectivement, il faudra suivre de très près l’évolution dans ce dossier-là, mais ça se passe plutôt bien jusqu’à présent», a indiqué André Fortin.

La grogne s’étend

Malgré cette réponse du ministre, la Coalition avenir Québec se questionne également sur CASA, particulièrement inquiète du recours à une armée de 200 consultants de l’externe. « C’est le grand drame à travers tout ça. On est encore à admettre qu’on n’a pas l’expertise pour ce genre de grands projets », s’insurge Éric Caire.

Ce dernier somme le gouvernement d’offrir de meilleures conditions à ses employés à l’interne pour stopper la perte de son expertise. «Le gouvernement s’est confiné à un rôle de club-école pour l’entreprise privée dans les 15 dernières années en n’offrant pas de meilleures conditions. […] Ça nous aurait permis de grosses économies dans ce projet», estime le député caquiste.

Représentant les employés informatiques de la société, le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) croit quant à lui que la solution choisie n’est tout simplement pas adéquate pour les besoins actuels.

«Pourquoi acheter une boite carrée à l’externe pour la faire rentrer dans un moule rond à l’interne? Personne au privé n’aurait penser de cette façon et y aurait cru», estime Christian Daigle, président du syndicat.

ACTUALITÉS POLITIQUE

Auto

Maison

Hublo

© 2023 Le Journal de Québec Inc. Tous droits réservés.